

Le Monde, 21 avril 2026

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/21/en-israel-la-loi-sur-la-peine-de-mort-ciblant-les-palestiniens-est-le-signe-d-une-regression-morale-anterieure-au-7-octobre\\_6682022\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/21/en-israel-la-loi-sur-la-peine-de-mort-ciblant-les-palestiniens-est-le-signe-d-une-regression-morale-anterieure-au-7-octobre_6682022_3232.html)

## **« En Israël, la loi sur la peine de mort ciblant les Palestiniens est le signe d'une régression morale antérieure au 7-October »**

*Dans une tribune au « Monde », le politiste Samy Cohen revient sur le texte adopté le 30 mars par le Parlement israélien. Celui-ci est le symptôme, à ses yeux, d'une évolution qui a commencé dès la deuxième Intifada, lorsque « la société israélienne se rallie majoritairement à l'idée contraire au droit international qu'un terroriste doit être exécuté sur-le-champ ».*

Le 30 mars fut un triste jour pour la démocratie en Israël. Une loi ségrégationniste a été votée, condamnant à la peine de mort tout Palestinien résidant en Cisjordanie qui « *cause intentionnellement la mort d'une personne dans le cadre d'un acte terroriste* ». Ce texte exclut en revanche les colons qui se livreraient à des actes similaires envers les Palestiniens. Baruch Goldstein, qui, le 25 février 1994, a tué de sang-froid 29 musulmans dans le caveau des Patriarches, à Hébron, n'aurait pas été concerné par cette loi.

Cette loi honteuse ne saurait pour autant occulter la régression morale qui a saisi l'opinion publique israélienne à partir de la deuxième Intifada [2000-2005], et qui a préparé le terrain à ce vote. Rappelons d'abord ce que tous les sondages nous disent depuis plusieurs années, à savoir qu'une forte majorité d'Israéliens est favorable à la peine de mort pour les terroristes « *qui ont du sang sur les mains* ». L'un des plus récents, réalisé en novembre 2022 par l'Israel Democracy Institute, montre que 70,7 % des sondés se disent favorables à ce qu'un terroriste condamné pour assassinat d'Israéliens soit exécuté.

Il y a un phénomène plus grave encore dont peuvent témoigner ceux qui scrutent les changements de la société israélienne et de son armée : le ralliement à l'idée qu'il faut exécuter sur-le-champ un terroriste capturé vivant et rendu inoffensif, quand bien même il n'aurait pas versé une seule goutte de sang juif. Une peine capitale qui punit l'intention de tuer, en somme. Ne commettons pas l'erreur, comme le font certains, de mettre cette dérive sur le compte du traumatisme du 7-October. L'évolution vient de beaucoup plus loin.

Remontons un court instant en 1986 et à l'affaire du bus 300. Quatre Palestiniens détournent un bus de la ligne Tel-Aviv - Ashkelon et réclament la libération de prisonniers palestiniens détenus en Israël. Lors de l'assaut des forces de sécurité, deux d'entre eux sont tués et deux autres capturés. Sur l'ordre du chef du Shin Bet [*le service de renseignement intérieur de l'Etat hébreu*], Avraham Shalom, ils sont emmenés vers un terrain vague et achevés à coups de pierres. Officiellement, ils avaient été tués lors de l'assaut. Manque de chance, un photographe présent publie un cliché les montrant vivants, encadrés par des agents israéliens.

Certains cadres de l'agence demandent alors à Shimon Peres, le premier ministre de l'époque, de démettre Avraham Shalom. En vain. Ils se tournent alors vers le conseiller juridique du gouvernement, qui prend l'affaire au sérieux et décide d'ouvrir une enquête judiciaire. Afin d'éviter un scandale qui porterait un coup sévère à l'image du

Shin Bet, le gouvernement obtient du président de l'Etat la grâce pour les responsables de cette macabre affaire.

A partir de la deuxième Intifada, les choses deviennent plus inquiétantes encore : la société israélienne se rallie majoritairement à cette idée contraire au droit international qu'un terroriste doit être exécuté sur-le-champ, même s'il n'a causé la mort de personne, même s'il est blessé et désarmé, comme le montre l'affaire Azaria. Le 24 mars 2016, un petit groupe de soldats israéliens monte la garde à l'entrée d'Hébron. Deux Palestiniens s'approchent et les attaquent au couteau. L'un d'eux est tué sur le coup, l'autre grièvement blessé. Il gît à terre inanimé. [Le sergent Elor Azaria s'approche et l'achève d'une balle dans la tête](#). L'événement est filmé par un militant de l'ONG israélienne B'Tselem, et la vidéo qui circule fait sensation. Azaria est arrêté, et un procès est ouvert.

L'opinion publique se range majoritairement derrière le sergent pour lui trouver des circonstances atténuantes et en faire un héros national. Selon un sondage publié par la radio nationale Kol Israël en avril 2016, 66 % des Israéliens se prononcent en faveur de sa libération, 65 % y voient un acte de légitime défense. Le tribunal reconnaît le sergent coupable d'homicide volontaire et [le condamne à dix-huit mois de prison](#). De nombreuses personnalités politiques de droite, de même que la députée travailliste Shelly Yachimovich, demandent la grâce présidentielle, qui ne sera pas accordée.

En août 2016, selon The Peace Index, plus de 60 % des Israéliens estimaient que les considérations morales « *n'ont pas de place dans la lutte contre le terrorisme* ». Un leader politique modéré comme Yaïr Lapid, chef du parti centriste Yesh Atid, se déclarait, dans le quotidien *Haaretz*, en octobre 2015, favorable à ce que tout Palestinien qui sort un couteau soit tué. Ni plus ni moins. D'innombrables faits comparables ont été rapportés par les médias et les ONG de défense des droits de l'homme, et classés sans suite, « *faute de preuves* ».

Six ans plus tard, en mars 2022, rien ou presque n'a changé. Selon un sondage mené par l'Israel Democracy Institute, une majorité de 78 % des Israéliens soutient l'idée que, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, « *les considérations morales n'ont pas leur place* » et qu'il

est « *permis d'utiliser tous les moyens pour éviter un attentat* ». Dans une enquête parue en novembre 2022, 54,7 % affirment qu'il faut tuer un terroriste, même « *neutralisé et ne présentant aucun danger* ». A la question de savoir s'il faut exécuter un terroriste, bien que les tribunaux israéliens n'aient jamais prononcé de condamnation à mort de terroristes, 74,1 % se prononcent en faveur d'une exécution.

[L'affaire Kestelman](#) illustre tragiquement cette dérive. Le 30 novembre 2023, à Jérusalem, deux terroristes sortent de leur voiture et tirent sur la foule. Yuval Doron Kestelman, un civil armé de passage, se lance vers eux et les abat. Des soldats arrivés sur les lieux le prennent pour un terroriste, alors qu'il s'était agenouillé en signe de reddition, chemise ouverte pour montrer qu'il ne portait pas de charge explosive et criant qu'il était israélien ; ils le tuent. Le ministre de la sécurité nationale, [Itamar Ben Gvir](#), saluera ces « *héros* ».

Il faut s'indigner contre cette loi, contre cette indécente bouteille de champagne débouchée à la Knesset [*le Parlement israélien*] pour fêter la « *victoire* ». Mais on ne peut pas ignorer que l'opinion publique était majoritairement acquise à l'exécution de terroristes, même désarmés, même s'ils n'ont fait aucune victime. Ben Gvir, l'initiateur de cette loi, n'a rien inventé.

**Samy Cohen** est directeur de recherche émérite au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Il est notamment l'auteur de « *Tuer ou laisser vivre. Israël et la morale de la guerre* » (Flammarion, 2025).